ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'école des administrateurs militaires", a donné le 18 août 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 5e augustus 1982 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de school der militaire administrateurs", heeft de 18e augustus 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A la fin de l'alinéa 2, dans le texte français, il conviendrait d'écrire : "..., notamment les articles 28, alinéa 2, et 40;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au début de l'alinéa 1er, il y aurait lieu d'écrire :

"L'école des administrateurs militaires, ci-après dénommée "L'école" ...",

ce qui permettrait de supprimer les mots "des administrateurs militaires" dans tous les articles suivants, là où cette expression est utilisée.

Sans que sa portée s'en trouve modifiée, l'alinéa 3 serait rédigé plus simplement comme suit :

"Le Ministre de la Défense nationale peut, dans certaines matières, confier au chef de l'état-major général des pouvoirs déterminés en vue de l'organisation et du fonctionnement de l'école".

Article 3.

Cette disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe les règles complémentaires d'organisation générale de l'école".

.../...

Article 4.

Au 3°, il y aurait lieu d'écrire, dans le texte français :

"3° un personnel administratif ...".

Article 8.

Au paragraphe 1er, le membre de phrase "sans préjudice de l'autorité hiérarchique et du droit de contrôle du Ministre de la Défense nationale et des autorités compétentes" est superflu et doit être omis.

+

Au chapitre II, le terme d'"admission" serait préférable au terme de "recrutement" pour désigner la manière dont les candidats seront autorisés à suivre les cours.

L'observation vaut pour l'ensemble du chapitre et notamment aussi pour le verbe "recruter" là où il est utilisé.

+

Article 9.

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que l'expression "sur proposition", utilisée au 2°, ne signifie pas que la proposition lierait, en l'occurrence, le Ministre. Elle peut dès lors être admise.

L'observation vaut pour toutes les dispositions où les mêmes mots sont utilisés.

.../...

Article 10.

Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 2 seraient mieux libellés de la manière suivante :

"Ces avis sont notifiés au candidat. Celui-ci peut présenter un mémoire justificatif qui est joint au dossier.

Le mémoire est remis ou envoyé à l'autorité intéressée dans un délai de huit jours ouvrables".

Article 11.

Dans un but de concordance avec l'article 19, § 1er, le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Le Ministre peut retirer l'agrément d'un candidat lorsque, avant l'entrée de celui-ci à l'école, il a connaissance de faits qui justifient la revision de sa décision".

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que le paragraphe 3 n'a d'autre portée que d'interdire l'introduction d'une seconde candidature pour la même session lorsque la première a fait l'objet d'un refus. Compte tenu de cette portée, la disposition est superflue car une telle interdiction va de soi.

Article 14.

La portée de la disposition telle qu'elle a été exposée au Conseil d'Etat, serait mieux traduite dans la rédaction suivante :

"Article 14.-

Le jury établit un classement des candidats pour la force terrestre et pour chacun des corps des autres forces et du service médical pour lesquels un concours est organisé. Les candidats classés en ordre utile sont admis à l'école".

Article 15.

A la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 1er, les mots ", afin de permettre l'admission à la même session de l'école." devraient être supprimés et remplacés par les mots "pour la même session".

Article 16.

Suivant l'alinéa 1er du paragraphe 1er,

"Nul ne peut poser sa candidature pour plus d'une session de l'école".

Telle qu'elle est formulée, la règle semble trop absolue en ce qu'elle écarterait, par exemple, un candidat qui a posé sa candidature par erreur, notamment dans l'ignorance d'une condition d'ancienneté qu'il ne remplira qu'ultérieurement.

Mieux vaudrait dès lors omettre l'alinéa 1er et faire de l'alinéa 2 un paragraphe distinct. Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. L'officier qui, remplissant les conditions pour poser sa candidature pour une session, s'est abstenu de le faire, ne peut poser sa candidature à une session ultérieure.

.../...

Il en est de même pour le candidat qui n'a pas réussi au concours d'admission de cette session.

§ 2. Le candidat qui a réussi au concours, sans toutefois s'être classé en ordre utile, peut poser sa candidature au concours de la session suivante".

Les paragraphes 2 et 3 deviendraient par conséquent les paragraphes 3 et 4.

Article 17.

Au 2°, il y aurait lieu d'écrire :

"2° les sciences administratives, le droit, et, en particulier, le droit budgétaire;".

Article 18.

A la fin de la première phrase de l'alinéa 1er, il conviendrait de supprimer les mots "à l'école".

Dans le texte français, le mot "donnée" devrait être remplacé par le mot "attribuée" à la fin de la seconde phrase du même alinéa.

La première phrase de l'alinéa 2 serait plus simplement et plus clairement rédigée comme suit :

"Ces examens sont oraux, écrits, ou oraux et écrits".

.../...

Article 19.

La phrase introductive du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit :

"§ 1er. Sur proposition motivée du commandant de l'école, le Ministre de la Défense nationale peut retirer la qualité d'élève à l'officier qui : ".

Le pronom "qui" pourrait dès lors être supprimé aux 1°, 2° et 3°.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er devrait être rédigé de la manière suivante :

"La proposition est portée à la connaissance de l'intéressé. Celui-ci peut présenter un mémoire justificatif qui est joint au dossier.

Le mémoire est remis ou envoyé au commandant de l'école dans un délai de huit jours ouvrables".

A la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 2, il y aurait lieu d'écrire "au cours d'une session ultérieure de l'école" au lieu de "avec une session ultérieure de l'école".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il conviendrait d'écrire "prend la décision" au lieu de "prend cette décision".

Article 20.

La notion de jury, à laquelle le projet recourt, n'est guère conciliable, d'une part, avec l'attribution aux seuls commandant et commandant en second de l'école de l'appréciation finale du mémoire (paragraphe 2, alinéa 2) et, d'autre part, avec le fait que les personnes ainsi investies du pouvoir d'appréciation finale sont en nombre pair.

Par ailleurs, il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que le directeur de mémoire est choisi, de l'accord du commandant de l'école, parmi des administrateurs militaires qui ne sont pas nécessairement membres du corps professoral.

Compte tenu de ces considérations, le texte suivant est proposé :

"Article 20.-

Dans le courant de la deuxième année, les officiers élèves doivent remettre un mémoire écrit de fin de session sur un problème se rapportant aux branches enseignées à l'école et ayant un intérêt direct ou indirect pour les forces armées. Le sujet du mémoire et le directeur de celui-ci sont choisis de l'accord du commandant de l'école.

Les officiers élèves exposent et défendent oralement leur mémoire devant le commandant et le commandant en second de l'école, ainsi que devant le directeur de mémoire et un officier ou un professeur désigné par le commandant en qualité de lecteur.

L'appréciation finale du mémoire relève du commandant et du commandant en second de l'école. En vue de celle-ci, le commandant et le commandant en second recueillent l'avis du directeur de mémoire et de l'officier ou du professeur désigné par le commandant en qualité de lecteur".

Article 21.

Au b., il y aurait lieu d'écrire :

"b. les autres branches du droit;".

.../...

Article 22.

Le texte suivant est proposé :

"Article 22.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe :

1° le minimum de points qui doit être obtenu pour les examens, le mémoire et les épreuves finales visés respectivement à l'article 18, à l'article 20 et à l'article 21;

2° l'importance relative de ces mêmes examens, mémoire et épreuves finales".

Article 24.

Cette disposition serait plus clairement et plus simplement rédigée comme suit :

"Article 24.-

Le jury des épreuves finales fait subir les épreuves visées à l'article 21.

Il désigne les élèves qui ont réussi, après avoir constaté le résultat des examens visés à l'article 18 et du mémoire visé à l'article 20, après avoir statué sur les épreuves visées à l'article 21, et après avoir fixé, en conséquence, le résultat final obtenu par les officiers élèves pour l'ensemble des études, en tenant compte de l'article 22".

Article 25.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 25.-

L'officier élève qui n'a pas obtenu soixante pour cent des points comme résultat final n'a pas réussi".

Article 26.

La première phrase du deuxième alinéa devrait être rédigée de la manière suivante :

"Le commandant de l'école tient compte de toutes considérations qui sont liées au résultat final et qu'il juge utiles de mentionner".

Sur le modèle des articles 10, § 2, et 19, § 1er, alinéa 2, l'alinéa 3 devrait être remanié comme suit :

"Cette appréciation d'étude est portée à la connaissance de l'officier élève. Celui-ci peut présenter un mémoire justificatif qui est joint au dossier.

Le mémoire est remis ou envoyé au commandant de l'école dans un délai de huit jours ouvrables".

Article 27.

Le paragraphe 1er devrait se terminer par les mots "... pour l'ensemble des cours de l'école".

Le paragraphe 2 devrait être libellé comme suit :

.../...

"§ 2. Le comité d'avancement du corps des administrateurs militaires examine la candidature pour la nomination au grade de major, des officiers de la force terrestre porteurs du brevet d'administrateur militaire. Ceux-ci, lors de leur nomination au grade de major, sont transférés d'office dans le corps des administrateurs militaires".

Article 28.

L'arrêté royal du 1er juin 1961 ayant été modifié par l'arrêté royal du 1er octobre 1973, il y a lieu de mentionner cette modification.

L'article devrait dès lors se terminer par les mots : ", modifié par les arrêtés royaux du 30 avril 1963 et du 1er octobre 1973, est abrogé".

AANHEF.

Aan het slot van het tweede lid schrijve men in de Franse tekst : "..., notamment les articles 28, alinéa 2, et 40;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het begin van het eerste lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"De school der militaire administrateurs, hierna "De school" genoemd, ..."; zo kunnen de woorden "der militaire administrateurs" wegvallen in alle volgende artikelen waarin ze voorkomen.

Zonder dat de strekking van de bepaling erdoor wordt veranderd, kan het derde lid eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"De Minister van Landsverdediging kan in sommige aangelegenheden aan de chef van de generale staf bepaalde bevoegdheden verlenen met het oog op de organisatie en de werking van de school".

Artikel 3.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de aanvullende regels inzake algemene organisatie van de school".

.../...

Artikel 4.

In de Franse tekst onder 3° zou moeten worden gelezen :

"3° un personnel administratif ...".

Artikel 8.

In paragraaf 1 moet het zinsdeel "onverminderd het hiërarchisch gezag en het controlerecht van de Minister van Landsverdediging en van de bevoegde overheden" als overbodig vervallen.

+

In hoofdstuk II verdient de term "toelating" de voorkeur boven "werving" ter aanduiding van de wijze waarop de kandidaten gelegenheid krijgen tot het volgen van de cursussen.

Deze opmerking geldt voor het gehele hoofdstuk en mede voor de plaatsen waar het werkwoord "aanwerven" is gebruikt.

+

Artikel 9.

Volgens de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt betekent de uitdrukking "op voorstel", die in de tekst onder 2° is gebruikt, niet dat het voorstel in het bedoelde geval de Minister zou binden. Die uitdrukking kan dan ook aanvaard worden.

De opmerking geldt voor alle bepalingen waarin dezelfde woorden zijn gebruikt.

Artikel 10.

Het tweede en het derde lid van paragraaf 2 zouden beter als volgt worden gesteld :

"Deze adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat. Deze kan een verweerschrift indienen, dat bij het dossier wordt gevoegd.

Het verweerschrift wordt aan de betrokken autoriteit overhandigd of toegezonden binnen een termijn van acht werkdagen".

Artikel 11.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 19, § 1, zou paragraaf 2, eerste lid, beter als volgt worden geredigeerd :

"De Minister kan de aanvaarding van een kandidaat intrekken wanneer hij, vóór diens toetreding tot de school, kennis heeft van feiten die de herziening van zijn beslissing wettigen".

Naar aan de Raad van State is verklaard, heeft paragraaf 3 geen andere strekking dan te verbieden zich een tweede maal kandidaat te stellen voor dezelfde sessie wanneer de eerste kandidatuur afgewezen werd. Een bepaling met die strekking is overbodig want zo'n verbod is vanzelfsprekend.

Artikel 14.

De strekking van deze bepaling, zoals zij aan de Raad van State is uiteengezet, zou beter tot uitdrukking komen in de volgende lezing :

.../...

"Artikel 14.-

De examencommissie maakt een rangschikking op van de kandidaten voor de landmacht en voor ieder der korpsen van de andere krijgsmachtdelen en van de medische dienst waarvoor een vergelijkend examen werd georganiseerd. De batig gerangschikte kandidaten worden tot de school toegelaten".

Artikel 15.

Aan het slot van het eerste lid van paragraaf 1 zouden de woorden "met het oog op de toelating tot dezelfde sessie van de school" moeten worden geschrapt en vervangen door de woorden "voor dezelfde sessie".

Artikel 16.

Het eerste lid van paragraaf 1 bepaalt :

"Niemand mag zich kandidaat stellen voor meer dan één sessie van de school".

Zoals die regel is gesteld, lijkt hij te strak want hij zou bijvoorbeeld een kandidaat uitsluiten die zich bij vergissing kandidaat heeft gesteld, bijvoorbeeld omdat hij niet wist dat moest worden voldaan aan een anciënniteitsvoorwaarde welke hij slechts later zal vervullen.

Het ware dan ook beter het eerste lid weg te laten en van het tweede lid een afzonderlijke paragraaf te maken. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. De officier die voldoet aan de voorwaarden om zich voor een sessie kandidaat te stellen maar nagelaten heeft dat te doen, kan zich niet voor een latere sessie kandidaat stellen.

.../...

Hetzelfde geldt voor de kandidaat die niet geslaagd is voor het vergelijkend examen voor toelating tot die sessie.

§ 2. De kandidaat die voor het vergelijkend examen is geslaagd maar niet batig werd gerangschikt, kan zich kandidaat stellen voor het vergelijkend examen van de volgende sessie".

De paragrafen 2 en 3 worden dan onderscheidenlijk de paragrafen 3 en 4.

Artikel 17.

In de tekst onder 2° zou moeten worden gelezen :

"2° de bestuurswetenschappen, het recht en, inzonderheid, het begrotingsrecht;".

Artikel 18.

Achteraan in de eerste volzin van het eerste lid zouden de woorden "in de school" moeten vervallen.

In de Franse tekst van hetzelfde lid vervange men aan het einde van de tweede volzin het woord "donnée" door "attribuée".

De eerste volzin van het tweede lid zou eenvoudiger en duidelijker zijn als volgt :

"Deze examens zijn mondeling, schriftelijk, of mondeling en schriftelijk".

.../...

Artikel 19.

De inleidende volzin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Op gemotiveerd voorstel van de commandant van de school kan de Minister van Landsverdediging de hoedanigheid van leerling ontnemen aan de officier die : ".

Op die wijze kan het voornaamwoord "die" vooraan in de teksten onder 1°, 2°, 3° en 4° vervallen.

Het tweede lid van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het voorstel wordt ter kennis gebracht van de betrokkene. Deze kan een verweerschrift indienen, dat bij het dossier wordt gevoegd.

Het verweerschrift wordt aan de commandant van de school overhandigd of toegezonden binnen een termijn van acht werkdagen".

Aan het slot van het eerste lid van paragraaf 2 dient te worden gelezen "tijdens een latere sessie van de school" in plaats van "met een latere sessie van de school".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf dient te worden gelezen :

"De door de Minister van Landsverdediging aangewezen autoriteit neemt de beslissing en stelt de nadere regelen voor de uitvoering ervan vast op voorstel van de commandant van de school".

.../...

Artikel 20.

Het begrip examencommissie, waarmede het ontwerp werkt, is niet overeen te brengen, enerzijds met het feit dat de eindbeoordeling van de verhandeling alleen bij de commandant en de tweede commandant van de school berust (paragraaf 2, tweede lid) en, anderzijds met het feit dat aldus een even aantal personen voor de eindbeoordeling bevoegd zijn.

Ook blijkt uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg dat de promotor, met de instemming van de commandant van de school, gekozen wordt uit militaire administrateurs die niet noodzakelijk tot het professorenkorps behoren.

Gelet op dit alles, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 20.-

In de loop van het tweede jaar moeten de officieren-leerlingen een schriftelijke eindverhandeling indienen over een probleem dat verband houdt met de in de school onderwezen vakken en rechtstreeks of onrechtstreeks de krijgsmacht aanbelangt. Het onderwerp van de eindverhandeling en de promotor worden gekozen met de instemming van de commandant van de school.

De eindverhandeling wordt door de officieren-leerlingen mondeling toegelicht en verdedigd ten overstaan van de commandant en de tweede commandant van de school en van de promotor en een door de commandant als lezer aangewezen officier of professor.

De eindbeoordeling van de verhandeling berust bij de commandant en de tweede commandant van de school. Met het oog op die beoordeling winnen de commandant en de tweede commandant het advies in van de promotor en van de door de commandant als lezer aangewezen officier of professor".

Artikel 21.

Onder b. schrijve men :

"b. de andere takken van het recht".

Artikel 22.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 22.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt :

1° het minimum aantal punten dat moet worden behaald voor de examens, de eindverhandeling en de eindexamens onderscheidenlijk bedoeld in artikel 18, in artikel 20 en in artikel 21;

2° de betrekkelijke waarde van diezelfde examens, eindverhandeling en eindexamens".

Artikel 24.

Deze bepaling kan duidelijker en eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 24.-

De examencommissie voor de eindexamens neemt de in artikel 21 bedoelde examens af.

Zij wijst de leerlingen aan die geslaagd zijn, na de uitslag te hebben vastgesteld van de in artikel 18 bedoelde examens en van de in artikel 20 bedoelde eindverhandeling, na te hebben beslist over de in artikel 21 bedoelde examens en na dienovereenkomstig het door de officieren-leerlingen over het geheel van de studiën behaalde eindresultaat te hebben vastgesteld met inachtneming van artikel 22".

.../...

Artikel 25.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 25.-

De officier-leerling die als eindresultaat geen zestig percent van de punten heeft behaald, is niet geslaagd".

Artikel 26.

De eerste volzin van het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De commandant van de school houdt rekening met alle overwegingen die verband houden met het eindresultaat en waarvan hij de vermelding nuttig acht".

Het derde lid zou, naar het voorbeeld van de artikelen 10, § 2, en 19, § 1, tweede lid, als volgt moeten worden herwerkt :

"Deze studiebeoordeling wordt ter kennis gebracht van de officier-leerling. Deze kan een verweerschrift indienen, dat bij het dossier wordt gevoegd.

Het verweerschrift wordt aan de commandant van de school overhandigd of toegezonden binnen een termijn van acht werkdagen".

Artikel 27.

Paragraaf 1 zou moeten eindigen met de woorden "... die geslaagd zijn voor het geheel der cursussen van de school".

.../...

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gesteld :

"§ 2. Het bevorderingscomité voor het korps der militaire administrateurs onderzoekt de kandidatuur voor benoeming tot de graad van majoor, van de officieren van de landmacht die houder zijn van het brevet van militair administrateur. Deze worden, bij hun benoeming tot de graad van majoor, ambtshalve overgeplaatst naar het korps der militaire administrateurs".

Artikel 28.

Daar het koninklijk besluit van 1 juni 1961 ook gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 1 oktober 1973, moet die wijziging worden vermeld.

Het artikel zou derhalve moeten eindigen met de woorden : "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 april 1963 en 1 oktober 1973, wordt opgeheven".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,	président,
de Heren :		kamervoorzitter,	voorzitter,
	H. ROUSSEAU,	président de chambre, kamervoorzitter,	
	Ch. HUBERLANT,	conseiller d'Etat, staatsraad,	
	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,	
Madame : M. VAN GERREWEY,		greffier assumé.	
Mevrouw :		toegevoegd griffier.	

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.